

## SMCTOM DE NONTRON

2025/0041

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL DU  
SYNDICAT MIXTE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES  
MÉNAGÈRES DE NONTRON**

Nombre de Délégués : En exercice : 69 - Présents : 41 - Votants : 40 - Nombre de voix : 60

**L'an deux mil vingt cinq**

Le 15 décembre 2025 à dix-huit heures

Le Comité Syndical s'est réuni à l'Auditorium de Nontron sous la présidence de Monsieur Vincent FARGEAS, Président.

Date de la convocation : 9 décembre 2025

**Etaient présents :** Messieurs VEDRENNE Jean, MERLE Bernard, TRIJAU Jean-Pierre, MILLARET Francis, COUTURIER Daniel, MOIRAND Bernard, PEYROU Alain, REYTHIER Régis, MARCHAND Jean-Marie, COMBEALBERT Gérard, FARGEAS Vincent, DUCHANGE Michel, COMBEAU Michel, MOLLON Laurent, CHABOT Jean-Michel, LAVAUD Alain, TOUCHET Jean, MICHELET Thierry, MICHEL Pierre, ROUSSEAU Eric, GAUDOU Fernand, MASSIAS Gilles, LAGARDE Jean-François, FAYE Jean-Jacques,

**Etaient présentes :** Mesdames MARTY Patricia, MAUDET Alexandra, POLETZ Anne-Marie, RAT Sylvie, BOURDEAU Liliane, ROUSSEAU Arlette, GOURAUD Sylvie, FLOCH Françoise, DEZAUTEZ Marie-Christine, POULAIN Chantal,

**Suppléants remplaçants titulaires**

Messieurs CHAMOULAUD Vincent, REVIRON Vincent, LAFORT Didier, DOUCET Serge, FOURNET Philippe,

**Suppléantes remplaçantes titulaires**

Mesdames ANDRIEUX Nathalie, LOZACH Maryvonne,

**Secrétaire de séance :** Monsieur LAFORT Didier

\*\*\*\*\*

**Objet : Délibération portant refonte du régime indemnitaire RIFSEEP****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L712-1 et suivants, L714-4 et suivants
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L714-4 du code général de la fonction publique précité,
- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'État,
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux membres du corps des attachés d'administrations de l'État relevant du ministre de l'intérieur ;
- L'arrêté ministériel du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, applicable aux adjoints administratifs territoriaux ;
- L'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer, applicable aux adjoints techniques territoriaux et aux agents de maîtrise,
- Le décret n°2020-182 du 27/02/2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
- L'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État
- La délibération n° 2017/0030 du Comité Syndical du SMCTOM DE NONTRON instituant le RIFSEEP,
- La délibération n° 2024/0022 du Comité Syndical du SMCTOM DE NONTRON du 24/06/2024, portant refonte du régime indemnitaire RIFSEEP,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 21/11/2025, relatif au projet de refonte du régime indemnitaire RIFSEEP, au sein de la collectivité, à compter du 01/01/2026.

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

**Monsieur le Président rappelle que,**

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique de l'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale. Il se compose de deux parts :

- Une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- Et un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir basé sur l'entretien professionnel.

La collectivité a instauré le RIFSEEP au profit des agents éligibles, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place de chacun dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- valoriser l'expérience professionnelle ;
- prendre en compte le niveau de responsabilité des différents postes en fonction des trois critères d'encadrement, d'expertise et de sujétions ;
- renforcer l'attractivité de la collectivité.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles explicitement cumulables.

**Bénéficiaires**

Le RIFSEEP pourra être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires des cadres d'emplois éligibles au sein de la collectivité suivants :

- Rédacteurs,
- Adjoints administratifs,
- Techniciens,
- Agents de maîtrise
- Adjoints techniques,

Le RIFSEEP pourra être versé aux agents contractuels de droit public dans les conditions d'attribution suivantes :

- 50% du montant brut attribué à un agent fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) exerçant des fonctions similaires, à compter du 1<sup>er</sup> jour du contrat,
- 75% du montant brut attribué à un agent fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) exerçant des fonctions similaires, à compter du 3<sup>ème</sup> mois du contrat,
- 100% du montant brut attribué à un agent fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) exerçant des fonctions similaires, à compter du 6<sup>ème</sup> mois du contrat,
- 100% du montant brut attribué à un agent fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) exerçant des fonctions similaires, à compter du 1<sup>er</sup> jour du contrat, si les fonctions exercées requièrent une haute exigence de technicité et/ou de grande polyvalence particulière.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

**L'IFSE : part fonctionnelle**

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué.

Ce montant pourra faire l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion ;
- en cas de changement de niveau de responsabilités et/ou de polyvalence et/ou de résultats professionnels attendus ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités et critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

#### Modulation selon l'absentéisme :

L'IFSE est maintenue pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence.

Le régime indemnitaire pour les agents en congés maternité, de naissance, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, de paternité, est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement, conformément à l'article L.714-6 du Code Général de la Fonction Publique.

- En cas d'absence : Le versement du régime indemnitaire sera suspendu à compter du 1<sup>er</sup> jour d'absence, décompté sur l'année médicale, pour raison de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, congés de longue maladie et congé de longue durée ou grave maladie.  
A l'issue des congés précités le versement reprendra en intégralité.
- En cas de Temps Partiel Thérapeutique : le versement du régime indemnitaire sera maintenu en intégralité.
- Cette modulation ne s'applique pas à la journée de carence.

#### Le rattachement à un groupe de fonctions

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise, de technicité, de polyvalence et les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent au groupe et sous-groupe de fonctions définis ci-dessous.

Les groupes et sous-groupes de fonctions sont établis à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
- Valorisation contextuelle

**Le Président propose** de conserver les groupes et sous-groupes de fonctions initialement définis et de revoir les montants des plafonds annuels de la manière suivante :

| GROUPE | Fonctions                                                                 | Montant plafond annuel IFSE |
|--------|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| B G1   | Responsable de service                                                    | 17 480 €                    |
| B G2   | Agent expérimenté avec technicité particulière et autonomie d'exécution   | 16 015€                     |
| C G1   | Agent expérimenté avec technicité particulière et fonctions d'encadrement | 11 340€                     |
|        | Agent expérimenté avec mission particulière et autonomie d'exécution      |                             |
| C G2   | Chauffeur expérimenté avec technicité et polyvalence d'exécution          | 10 800€                     |
|        | Chauffeur expérimenté avec technicité                                     |                             |
|        | Chauffeur avec sujétions particulières et polyvalence d'exécution         |                             |
|        | Chauffeur                                                                 |                             |
|        | Agent de prévention                                                       |                             |
|        | Agent d'exécution avec sujétions particulières                            |                             |
|        | Agent d'exécution                                                         |                             |

La collectivité choisissant d'appliquer les plafonds réglementaires, précise que « ces montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ».

Les agents classés selon leur groupe de fonction ne pourront pas percevoir un montant supérieur au montant plafond fixé réglementairement pour leur cadre d'emploi

 Pour les agents logés par nécessité absolue de service, les montants maxima diffèrent et sont inférieurs aux montants plafonds des agents non logés.

**Le CIA : part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir**

## FOLIO 63

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents composé des deux éléments suivants :

- Une **part plafonnée** selon le groupe et sous-groupe de fonctions auquel appartient l'agent, déterminée en fonction de son **engagement professionnel** et de sa **manière de servir**
- Une **part variable** proportionnelle à l'investissement fourni par l'agent dans la recherche de l'atteinte des résultats annuels de la collectivité attendus.

Ce complément sera versé en novembre et revu annuellement à partir des résultats des entretiens professionnels de l'année N.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités et critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

#### Modulation selon l'absentéisme :

Le CIA est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence.

Le régime indemnitaire pour les agents en congés maternité, de naissance, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, de paternité, est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement, conformément à l'article L.714-6 du Code Général de la Fonction Publique.

- En cas d'absence : Le versement du régime indemnitaire sera suspendu à compter du 1<sup>er</sup> jour d'absence, décompté sur l'année médicale, pour raison de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, congés de longue maladie et congé de longue durée ou grave maladie.  
A l'issue des congés précités le versement reprendra en intégralité.
- En cas de Temps Partiel Thérapeutique : le versement du régime indemnitaire sera maintenu en intégralité.

Le CIA sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs,
- Niveau d'engagement dans la réalisation des activités du poste et l'atteinte des résultats attendus,
- Niveau de maîtrise des compétences professionnelles et techniques,
- Qualités relationnelles,
- Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.
- Cette modulation ne s'applique pas à la journée de carence.

**Le Président propose** de conserver les groupes et sous-groupes de fonctions initialement définis et de revoir les plafonds annuels du complément indemnitaire (CIA) de la manière suivante :

| GROUPE | Fonctions                                                                 | Montant plafond annuel CIA |
|--------|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| B G1   | Responsable de service                                                    | 2 380 €                    |
| B G2   | Agent expérimenté avec technicité particulière et autonomie d'exécution   | 2 185 €                    |
| C G1   | Agent expérimenté avec technicité particulière et fonctions d'encadrement | 1 260 €                    |
|        | Agent expérimenté avec mission particulière et autonomie d'exécution      |                            |
| C G2   | Chauffeur expérimenté avec technicité et polyvalence d'exécution          | 1 200 €                    |
|        | Chauffeur expérimenté avec technicité                                     |                            |
|        | Chauffeur avec sujétions particulières et polyvalence d'exécution         |                            |
|        | Chauffeur                                                                 |                            |
|        | Agent de prévention                                                       |                            |
|        | Agent d'exécution avec sujétions particulières                            |                            |
|        | Agent d'exécution                                                         |                            |

La collectivité choisissant d'appliquer les plafonds réglementaires, précise que « ces montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ».

FOLIO 64

Les agents classés selon leur groupe de fonction ne pourront pas percevoir un montant supérieur au montant plafond fixé réglementairement pour leur cadre d'emploi

⚠ Pour les agents logés par nécessité absolue de service, les montants maxima diffèrent et sont inférieurs aux montants plafonds des agents non logés.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, les membres du comité syndical décident :

- D'INSTAURER l'IFSE et le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus, à compter du 01/01/2026,
- D'AUTORISER l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.
- D'AUTORISER l'autorité territoriale à moduler les primes au vu de l'absentéisme, selon les modalités prévues ci-dessus.
- DE PREVOIR et D'INSCRIRE au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.
- DE DONNER tout pouvoir au Président pour accomplir les formalités nécessaires résultant de cette décision et pour signer tous les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus

Pour copie conforme.

Le Président

Vincent FARGEAS

